

## MONDE

**Le soldat franco-israélien Gilad SHALIT très bientôt libre.** Peut-être lundi prochain. Israël et le Hamas, au pouvoir à Gaza, ont annoncé la conclusion d'un accord sous médiation égyptienne, pour l'échange de Gilad SHALIT contre 1.027 détenus palestiniens, dont 27 femmes. « *Cet accord confirme que la résistance est la seule option, la meilleure et la plus directe pour recouvrer nos droits* », disent les Palestiniens. Une partie de l'opinion israélienne déplore le « *prix à payer* » pour récupérer le soldat. Ses parents, Noam et Aviva SHALIT, ont quitté la tente dans laquelle ils campaient depuis 15 mois à Jérusalem, devant la résidence du Premier ministre, Benjamin NETANYAHOU. Cette tente, était devenue un lieu de pèlerinage pour des foules d'Israéliens, mais aussi des ministres, des diplomates et des personnalités internationales.

**Arrestation d'un KADHAFI, mais pas du bon.** Il s'agit du fils du colonel libyen déchu. Il a été capturé alors qu'il tentait de quitter Syrte en voiture avec sa famille. Selon des représentants du Conseil national de transition (CNT), il a été transféré à Benghazi où il est interrogé.

**Syrie : le ton monte.** Le régime a averti qu'il prendra des mesures contre tous les pays qui reconnaîtront le Conseil national syrien, organe regroupant la majorité des mouvements opposés au président Bachar al-ASSAD. Le lendemain, l'UE a salué, sans le reconnaître, la création du Conseil national syrien et « *les efforts de l'opposition politiques pour établir une plateforme unie* ». Le président russe, Dmitri MEDVEDEV, avait pour sa part estimé que le régime devrait « *partir* » s'il ne menait pas les « *réformes indispensables* », tout en soulignant qu'une telle décision n'était pas du ressort de l'OTAN ou du Conseil de Sécurité de l'ONU.

**La répression en Syrie a fait plus de 3.000 morts**, dont au moins 187 enfants, depuis le 15 mars, a indiqué le Haut Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme qui craint une « *guerre civile* ». « *Plus de 100 personnes ont été tuées durant les 10 derniers jours seulement* » alerte Navi PILLAY.

## EUROPE

**La Slovaquie vote l'aide à la Grèce.** Le Parlement a finalement approuvé le renforcement du Fonds européen de stabilité financière (FESF), instrument de la zone euro pour lutter contre la crise de la dette. C'est le dernier des 17 pays, à ratifier. L'augmentation de la capacité de prêts du FESF à 440 milliards d'euros représente une contribution de 7,7 milliards d'euros pour la Slovaquie.

**Un vote difficile.** Le gouvernement de Bratislava, démissionnaire, et le principal parti d'opposition, le Smer, se sont finalement entendus pour soutenir le renforcement du FESF après un accord sur l'organisation de législatives anticipées en mars prochain. Le Smer, favorable au FESF sur le principe, s'était abstenu lors d'un premier vote en début de semaine, provoquant la mise en minorité du gouvernement. Au lendemain de ce rejet, les présidents de l'Union européenne et de la Commission européenne, Herman VAN ROMPUY et José Manuel BARROSO, avaient appelé la Slovaquie à approuver dès que possible l'élargissement du FESF.

**Le Danemark se rapproche.** Le Premier ministre social-démocrate, Helle THORNING SCHMIDT, a affirmé sa volonté d'intégrer son pays entièrement à l'UE, en supprimant certaines des dérogations obtenues dans le passé, alors que le Danemark présidera l'UE au premier semestre 2012. Le Danemark n'est pas lié par les politiques européennes en matière d'immigration, d'asile, de lutte contre le terrorisme et la grande criminalité. Il s'est également exclu de la politique européenne commune de Défense et ne veut pas entendre parler du projet de citoyenneté européenne.

**Pologne : on ne change pas une équipe qui a gagné...** Le Premier ministre sortant, Donald TUSK, dont la coalition a conservé la majorité à l'issue des législatives de dimanche, devrait être reconduit par le nouveau Parlement. Le président Bronislaw KOMOROWSKI a annoncé son intention de réunir le Parlement en première séance le 8 novembre, soit le dernier délai constitutionnellement possible. Il aura ensuite 14 jours pour nommer le Premier ministre et son équipe. Ainsi nommé, le chef du gouvernement devra obtenir, dans un délai de 14 jours, l'approbation du Parlement

**PAC verte mais pas trop...** La France est en désaccord avec les propositions de la Commission européenne sur la réforme de la Politique agricole commune (PAC), notamment sur la subordination des aides financières à des critères écologistes. Le ministre de l'Agriculture, Bruno LE MAIRE, a fait part de ses réserves : « *La France soutient le principe du verdissement des aides de la PAC, mais celui-ci doit être simple et incitatif et tenir compte du contexte budgétaire* », écrit-il.

**Elargissements : la Commission fait le point.** Présentation du rapport du commissaire chargé de l'Elargissement, Stefan FÜLE :

- La Croatie a mis un point final aux négociations et ouvert le processus de ratification en juillet.
- Le Monténégro a accéléré les réformes auxquelles l'invitait l'UE et se voit récompensé avec l'ouverture des négociations d'adhésion.
- La Serbie a arrêté les derniers criminels de guerre recherchés par le Tribunal pénal international et engagé un dialogue avec le Kosovo. Si elle est récompensée avec le statut de candidat, elle devra toutefois normaliser les relations avec son ancienne province pour poursuivre sa route vers l'UE.
- Pour la Turquie : « *Un nouvel agenda positif dans les relations UE-Turquie doit être développé pour permettre une relation plus constructive, basée sur des avancées concrètes dans des domaines d'intérêts mutuels* ». En cause de l'insatisfaction de la Commission : un climat tendu avec Chypre et des progrès insuffisants en matière de droits fondamentaux.

**Conseil Affaires générales : les ministres des Affaires étrangères** des 27 Etats de l'UE ont décidé d'ajouter les noms de 29 Iraniens et de 16 Bélarusses à des listes de personnes visées par des gels d'avoirs et interdictions de visa en UE.

## AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

**Déficit américain : 8,6% du PIB en 2010/2011.** C'est 0,3 point de moins que lors de l'exercice précédent, selon une estimation du Congrès. Il atteint 1.298 milliards de dollars pour l'ensemble de l'exercice qui s'est achevé le 30 septembre. Soit 4 milliards de plus que l'année précédente.

**Le Sénat américain rejette le plan emploi de Barack OBAMA.** Faute de majorité qualifiée lors d'un 1<sup>er</sup> vote test, le texte, présenté par le Président comme crucial pour éviter une nouvelle récession, a été rejeté par 50 voix contre 49. 2 démocrates ont voté avec les républicains. Ce vote va obliger le Président OBAMA à présenter séparément, morceau par morceau, les mesures de ce plan de 447 milliards de dollars.

**Joe BIDEN a-t-il un ticket ?** Il veut rester aux côtés de Barack OBAMA sur le ticket démocrate pour 2012, affirmant qu'il était « *absolument* » candidat à sa propre succession à la vice-présidence.

## POLITIQUE INTÉRIEURE

**HOLLANDE versus AUBRY.** Les deux finalistes des primaires socialistes seront départagés ce dimanche 16 octobre, à l'occasion du 2<sup>nd</sup> tour d'une élection marquée par un fort taux de participation. Lors du 1<sup>er</sup> tour qui a rassemblé 2,6 millions de votants, une mobilisation inespérée pour le PS, le député de Corrèze a obtenu 39,2% des voix et la maire de Lille, 30,4%.

**MONTEBOURG vote HOLLANDE.** Dernier soutien de poids apporté au favori des primaires socialistes, le 3<sup>ème</sup> homme du 1<sup>er</sup> tour, qui avait réuni 17,2% des voix, Arnaud MONTEBOURG a fait savoir qu'il apporterait son vote à l'ancien n°1 du PS. Il a précisé qu'il ne s'agissait pas d'une consigne de vote. « *Les citoyens peuvent désormais faire leur choix en leur âme et conscience, et je me refuse à donner une consigne de vote* », déclare-t-il en jugeant « *équivalentes* » les offres des deux finalistes. Mais il souligne que le député de Corrèze lui apparaît le mieux à même de battre Nicolas SARKOZY au printemps prochain. François HOLLANDE a ainsi reçu le soutien de l'ensemble des autres candidats socialistes du 1<sup>er</sup> tour, à l'exception de Martine AUBRY...

**La journée noire d'AUBRY.** Contre certaines attentes, Ségolène ROYAL a aussi apporté son soutien à François HOLLANDE, appelant les sympathisants socialistes à consolider l'avance gagnée au 1<sup>er</sup> tour. « *Je respecte la décision de Ségolène* », a dit Martine AUBRY, qui a promis, comme son rival, « *un rôle important* » pour la présidente de Poitou-Charentes dans la future majorité. Outre Ségolène ROYAL (6,9%) Manuel VALLS (5,6%) et le président du Parti radical de gauche Jean-Michel BAYLET (0,6%) ont apporté leur soutien à François HOLLANDE.

**1<sup>er</sup> tour des primaires socialistes : une très forte participation... En France.** Plus de 2,6 millions d'électeurs ont participé. Le 1<sup>er</sup> secrétaire du parti par intérim, Harlem DESIR, a parlé de « *succès historique* ». « *C'est un véritable exploit politique que le PS vient de réaliser* », a-t-il dit.

... **Mais pas tellement à l'étranger.** La mobilisation a été assez faible chez les Français de l'étranger, où seuls 6.838 personnes ont voté. Il faut mettre ce chiffre en rapport avec la faiblesse du dispositif mis en place : moins d'une soixantaine de bureaux de vote ont été ouverts dans le monde entier. Le vote par correspondance, possible mais difficile en raison de la nécessité de se préinscrire en juillet, sera également très compliqué pour ce 2<sup>nd</sup> tour, en raison du délai, trop court, d'une semaine entre les deux tours de scrutin.

**Les résultats des votes français à l'étranger.** Martine AUBRY obtient 39,5% des votes français à l'étranger, contre 30,5% pour François HOLLANDE. Arnaud MONTEBOURG garde la 3<sup>ème</sup> place, mais avec 13,4%. Manuel VALLS passe devant Ségolène ROYAL, avec 8,7% des votes, contre 7,1% pour l'ancienne candidate socialiste. Enfin, Jean-Michel BAYLET reste à moins de 1%.

**La droite de mauvaise foi ?** Pour François BAROIN, Ministre de l'Economie, « *Il va falloir une coalition au PS pour ensuite une coalition à gauche et la coalition, c'est le virus qui est la mauvaise réponse pour la situation du pays* ». Quant à Jean-François COPE, le secrétaire général de l'UMP croit « *qu'il faut peut-être relativiser un peu tout ça* ». Il ajoute : « *Il y avait trois millions de Français à la Braderie de Lille !* ». « *C'est un score intéressant, mais qui montre quand même que, compte tenu que ça fait quand même six semaines qu'on a une campagne de primaires sur toutes les ondes, ça fait 4 Français sur 100 qui sont allés voter pour dire, comme vous dites, qu'ils ne voulaient plus de Nicolas SARKOZY* », a-t-il ironisé.

**Le Chef de l'Etat pas convaincu.** Alors que le dirigeant du parti majoritaire, Jean-François COPE comme le Premier ministre, François FILLON, s'étaient montrés convaincus de l'intérêt d'organiser des primaires à droite en 2017, rappelant que Nicolas SARKOZY avait été désigné par les adhérents de l'UMP en 2007, le Président de la République a critiqué cette semaine les primaires socialistes, estimant qu'elles étaient contraires à l'esprit de la V<sup>ème</sup> République.

**Qui pour valider les résultats ?** Des professeurs de droit, conseillers d'Etat, magistrats, procureurs, et même un juge d'instruction, ont été chargés de récolter les résultats, de vérifier que ceux-ci correspondent au procès-verbal dressé dans chaque bureau de vote, avant de les valider dans la base de données. « *Il fallait en finir avec une sorte de rouerie, très largement installée, où on pouvait connaître les résultats dans certaines fédérations avant même le jour du vote* », explique l'avocat Jean-Pierre MIGNARD, ancien soutien de Ségolène ROYAL. C'est lui qui, après l'élection du n°1 du PS en 2008, avait menacé de traîner le PS devant le tribunal correctionnel. Pour lui, « *On passe à autre chose* ». La preuve par l'exemple : « *Une urne non transparente dans un bureau ?* », s'inquiète l'un des binômes. « *On annule* », tranche sans hésiter Me MIGNARD.

**La cohabitation parlementaire.** Le Président de la République ainsi que le Premier ministre ont chacun reçu le nouveau président du Sénat, le socialiste Jean-Pierre BEL. A l'Elysée, selon M. BEL, les deux hommes sont « *convenus de continuer, comme nous avons commencé à le faire, à assurer cette transition dans l'intérêt de tous* ». A Matignon, le Président du Sénat a demandé à François FILLON un « *moratoire* » sur la réforme territoriale. La réforme, dont l'adoption par le Parlement a été difficile, prévoit un redécoupage des circonscriptions cantonales. Le Premier ministre a annoncé que, pour éviter tout télescopage avec la présidentielle et les législatives de 2012, ce redécoupage serait reporté au 2<sup>nd</sup> semestre 2012. Au risque de ne pas être conduit par la même majorité... Sur le fond, le gouvernement se veut serein. « *C'est l'Assemblée qui aura le dernier mot* », rappelle-t-on à Matignon.

**L'UMP s'humanise ?** Une nouvelle « *sensibilité* » a tenu sa première réunion l'Assemblée nationale. Baptisée « *les Humanistes* », elle est censée donner une voix à la droite modérée, qui estime ne pas assez se faire entendre. Le nouveau groupe, composé de 109 parlementaires (députés, députés européens et sénateurs), est porté par 2 ministres, Jean LEONETTI, chargé des affaires européennes, et Marc LAFFINEUR, secrétaire d'Etat à la défense et aux anciens combattants. « *On avait l'impression que l'UMP fonctionnait sur une jambe. Nous voulons montrer que la droite humaniste, modérée, est majoritaire au sein de l'UMP* », explique M. LAFFINEUR. En ligne de mire : le mouvement de la « *Droite populaire* », sensibilité plus dure de l'UMP, mais aussi les anciens partisans de Jean-Louis BORLOO, qui pourraient se laisser convaincre par ce recentrage des forces dans le parti majoritaire.

**François FILLON le Parisien.** Le Premier ministre a annoncé son intention de se présenter à Paris pour les législatives de 2012, rendant probables les rumeurs qui circulent depuis plusieurs mois quant à sa candidature à la Mairie de Paris en 2014. « *Pour l'heure, je consacre toutes mes forces à mes devoirs de Premier ministre mais, le moment venu, je serai à vos côtés pour mener la campagne des législatives à Paris* », a-t-il dit. François FILLON, élu de la Sarthe depuis 1981, a obtenu le soutien de Jean-François COPE, en échange du sien pour conserver la tête de l'UMP après la présidentielle.

**Et BORLOO ?** Le toujours président des Radicaux a confirmé qu'il sera bien candidat au renouvellement de son mandat dans la 21<sup>ème</sup> circonscription du Nord aux prochaines législatives.

## PARLEMENT

### Assemblée nationale

**Le bisphénol A fait l'unanimité contre lui.** Cette substance chimique sera interdite en France dans les conditionnements alimentaires à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014. Les députés français ont adopté à l'unanimité une proposition de loi socialiste en ce sens et le Sénat, désormais majoritairement à gauche, adoptera ce texte en novembre. Ce vote intervient après la publication par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de 2 rapports préconisant la réduction des expositions au BPA des populations les plus vulnérables comme les jeunes enfants.

**Encadrement de type militaire des mineurs délinquants.** La proposition de loi d'Eric CIOTTI (UMP – Droite populaire) a été examinée en urgence. Les députés de l'opposition ont voté contre.

### Sénat

**Qui pour le rapport sur le budget des Français de l'étranger ?** C'est la saison des lois de finances au Parlement. Les Commissions du Sénat ont désigné les rapporteurs chargés d'examiner spécifiquement certains programmes du budget de l'Etat, pour les 3 prochaines années, A noter que la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées a désigné Robert del PICCHIA (UMP) et Hélène CONWAY (SOC) pour l'examen du Programme 151, « Français de l'étranger ». Autre sénateur des Français de l'étranger : Joëlle GARRIAUD-MAYLAM sera chargée de l'examen du Programme 115 « Action audiovisuelle extérieure », avec Yves ROME (SOC).

**Les sénateurs des Français établis hors de France au Sénat :** bien lire dans notre précédent numéro, que Claudine LEPAGE (sénateur PS), a été élue Secrétaire de la Commission de la Culture, de l'Education et de la Communication.

## CONSEIL DES MINISTRES

**Projets de loi.** Autorisation de l'accord avec l'Allemagne relatif à la Brigade franco-allemande, qui fixe le cadre juridique et les conditions pratiques de la présence du 291<sup>ème</sup> bataillon de chasseurs de la Bundeswehr en Alsace. / Projet de loi de rectificative pour 2011 qui vise à accorder une garantie de l'Etat à Dexia.

**Ordonnance** relative aux redevances aéroportuaires.

**Communications.** L'Etat exemplaire en matière de développement durable. / Politique de l'emploi. / Elections professionnelles dans la fonction publique. / Signature des conventions d'utilité sociale.

## ÉCONOMIE - DÉFENSE

**Budget de l'Etat : le déficit attendu à 95,5 milliards à la fin 2011.** Il se monte à 102,8 milliards fin août, soit un recul d'une vingtaine de milliards d'euros. En revanche, la charge effective des intérêts de la dette progresse fin août de 4,5 milliards par rapport à la même date un an plus tôt.

**Déficit commercial en baisse en août :** il s'établit à 4,97 milliards d'euros, après 6,36 milliards en juillet. Les exportations de matériels de transports ont fortement augmenté. Le déficit cumulé des 12 derniers mois est néanmoins de 66,836 milliards d'euros, très supérieur au déficit enregistré en 2010. A noter que les exportations en août sont particulièrement fortes vers l'UE.

**Taxe plus salée pour boissons sucrées.** La commission des Finances de l'Assemblée veut alourdir la future taxe sur les boissons contenant des sucres ajoutés ou des édulcorants, pour financer les baisses de charges sociales dans l'agriculture. Les amendements prévoient que cette taxe sera de 6,22 euros par hectolitre et non plus de 3,58 euros comme annoncé par François FILLON. Cette mesure rapporterait 250 millions d'euros en 2012, contre 120 millions d'euros initialement prévus.

## FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Elections des représentants de parents d'élèves** dans des établissements de l'AEFE. Les élections ont eu lieu dans les écoles, ce vendredi 14 octobre, pour les parents qui n'avaient pas déjà voté par correspondance. Comment se déroulent ces élections ? Chaque parent peut être candidat et dispose d'une voix, quel que soit le nombre d'enfants inscrits dans le même établissement. Il s'agit

d'un scrutin de liste à la proportionnelle. Les parents élus siègent aux conseils de classes, ainsi qu'aux conseils d'école ou d'établissement avec voix délibérative ; ils relaient les préoccupations des parents dans tous les domaines touchant à la scolarité de leur enfant.

**Prise en charge des frais de scolarité : un petit bilan.** Au titre de l'année scolaire 2011 (pays du rythme sud) le nombre de demandes de prises en charge (PEC) accordées augmente de 9% par rapport à l'année scolaire 2010 et le budget de 33%. Pour l'année scolaire 2010-2011 (pays du rythme nord), ce nombre de PEC accordées progresse de plus de 22% par rapport à l'année scolaire 2009-2010 et le budget de 24,6%. Les chiffres provisoires pour l'année 2011/2012 font apparaître une augmentation du nombre de prises en charge accordées de 1,8% mais avec un budget en baisse de 13% en raison du plafonnement opéré. Le coût moyen par élève s'élève à 3.836 €. Rappelons que le coût pour l'Etat d'un lycéen en France en 2009 (dernier chiffre connu) s'élevait à 14.500 €.

**Titularisés en qualité de conseillers des affaires étrangères (cadre d'Orient) :** Gautier LEKENS ; Margaux BERGEON ; Walid FOUQUE ; François-Joseph SCHICHAN ; Damien SYED ; Philippe VOIRY ; Augustin FAVEREAU ; Laurent ALBERTI ; Sabine SCIORTINO ; Stéphane LE BRECH.

## SANTÉ – SOCIÉTÉ

**La plainte pour viol de Tristane BANON classée sans suite.** Le procureur de la République de Paris a indiqué que la plainte pour tentative de viol contre Dominique STRAUSS-KAHN était classée sans suite. Le parquet met en avant un manque « *d'éléments de preuve suffisants* ». Le procureur indique par ailleurs qu'il y avait matière à poursuivre pour des « *faits pouvant être qualifiés d'agression sexuelle* ». Mais, « *commis en 2003 et n'ayant été révélés qu'en juillet 2011* » ces faits éventuels sont prescrits et « *ne peuvent être poursuivis* ».

**Moins de morts sur les routes.** -1,7% sur 1 an, passant pour le mois de septembre de 357 à 351. La sécurité routière note cependant une « *forte remontée de la mortalité des motocyclistes* ».

**Un projet « à hauts risques » ?** Un projet de dépistage des difficultés d'apprentissage et de comportement chez les enfants de maternelle provoque un tollé. Au menu des enfants de 5 ans : des « *passations d'épreuves* », des « *programmes d'entraînement* », des « *niveaux de performance* ». Et surtout, cette nomenclature : « *à haut risque* », « *à risque* », « *rien à signaler* ». Le tout concernant des enfants de cinq ans, leur maîtrise du langage et leur comportement. L'objectif de l'Education nationale ? La prévention de l'illettrisme. Le projet n'en a pas moins provoqué, chez les syndicats d'enseignants et les associations de parents d'élèves, un véritable tollé.

## CARNET

### Nominations

**Christian BADER**, ambassadeur au Soudan du Sud.

**Frédéric CLAVIER**, délégué dans les fonctions de sous-directeur d'Afrique orientale au Quai d'Orsay, serait nommé ambassadeur au Ghana.

**Alexis LAMEK**, directeur adjoint des Nations unies, des organisations internationales, des droits de l'homme et de la francophonie du Quai d'Orsay.

**Gerrit VAN ROSSUM**, chef du service des affaires francophones au Quai d'Orsay.

**Jean-Paul REBAUD**, conseiller de coopération et d'action culturelle à Brasilia.

**Françoise MELEY**, jusqu'alors chef de la mission économique du Caire, va être nommée chef du service économique régional « Algérie ».

**Jean-René COUGARD**, ancien directeur du cabinet du Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, ancien collaborateur de Christine LAGARDE à Bercy, devient chef du service économique et régional « Asie méridionale » à New Delhi.

**Alain HESPEL**, président de chambre honoraire à la Cour des comptes, présidera la commission interministérielle chargée de donner un avis sur les opérations immobilières de l'Etat à l'étranger.

**Jean-Claude MIGNON**, député UMP, devrait être élu à la présidence de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

**Eric MOLINIE** succède Xavier EMMANUELLI à la présidence du SAMU social.

**Laurent CLAQUIN**, dir. de cab. de François-Henri PINAULT, devient directeur du bureau New York de PPR.

**INFOS Hebdo. Copyright :** Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans *INFOS Hebdo* ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** [r.delpicchia@senat.fr](mailto:r.delpicchia@senat.fr)